

tion qui pèse uniformément sur chaque producteur et qui est par conséquent plus facile à supporter pour les exploitations les plus riches qui se sont emparées des moyens d'accumulation, et plus difficile à supporter pour les plus pauvres. Si la masse des petites exploitations (52,5 % du total) se voient privées de leurs sources de revenus extra-agricoles dans les conditions d'une large ouverture des ciseaux des prix, alors elles ne supporteront pas les charges fiscales et ce sera la faillite. Ceci aura pour résultat l'apparition d'une offre abondante de terre et de force de travail à bon marché, ce qui est indispensable à une exploitation capitaliste de la terre.

Ce qui sauve la masse des petites exploitations de la faillite et freine l'instauration de rapports capitalistes à la campagne, c'est le travail salarié des paysans dans les entreprises de l'Etat. Ce qu'on appelle les paysans-ouvriers constitue 26 % environ des salariés de l'économie nationalisée tandis que leurs exploitations constituent 45,5 % des exploitations individuelles agricoles du pays. C'est par cette voie, autrement dit par l'emploi dans l'industrie de gens habitant toujours la campagne et possédant de petites exploitations agricoles, que s'est effectuée dans une large mesure la liquidation de l'excédent de force de travail.

Les réductions d'horaire qui se sont produites au cours des dernières années dans les entreprises industrielles ont démontré que ces paysans-ouvriers forment un groupe particulièrement soumis aux dangers de licenciement. En même temps, on a pu constater en 1962, pour la première fois depuis les vingt années d'après guerre, une baisse de 15 % du prix de la force de travail à la campagne.

Le programme des investissements pour les années 1966-70 prévoit la création de 1,5 million de nouveaux postes de travail. Mais même la réalisation effective de ce plan ne pourrait équilibrer l'accroissement de la population en âge de travailler. Dans les conditions du chômage et d'une pression importante sur le marché du travail, il est facile de prévoir que la priorité de l'emploi sera accordée aux habitants des centres industriels et que, par contre, les paysans-ouvriers seront les premières victimes des réductions. C'est pourquoi le maintien du niveau de l'emploi dans l'agriculture privée apparaît comme utopique, quand bien même le plan serait réalisé. Encore que cette dernière hypothèse nous paraisse invraisemblable, car, comme d'habitude, le fonds d'investissement prévu par le plan s'avèrera certainement insuffisant pour la réalisation du programme matériel d'investissements; cependant, ce fonds étant fixé à la limite du barrage inflationniste, son dépassement peut avoir de graves conséquences; et la perspective de la non réalisation du programme matériel des investissements signifie une hausse violente du chômage et donc en premier lieu des licenciements massifs de paysans-ouvriers.

Comme nous l'avons déjà vu, le pourcentage élevé de paysans-ouvriers est le signe d'une détente démographique à la campagne et également un facteur favorable à la masse des petites exploitations; c'est encore un obstacle principal qui s'oppose à l'établissement de rapports capitalistes. Par conséquent, la crise croissante de l'industrie va inévitablement entraîner une nouvelle apparition d'excédent de main-d'œuvre à la campagne (le licenciement de paysans-ouvriers) et la faillite de nombreuses petites exploitations. Ceci signifie un retour partiel au surpeuplement de la campagne (donc une régression